

Fauchée mais débordante d'ambition

L'étonnant miracle de l'Alliance française

La France entretient le plus grand réseau de centres culturels du monde sans y mettre un sou ou presque, grâce au bénévolat de milliers d'étrangers amoureux de notre pays. Pour pouvoir recevoir des dons, l'Alliance française se transforme en fondation

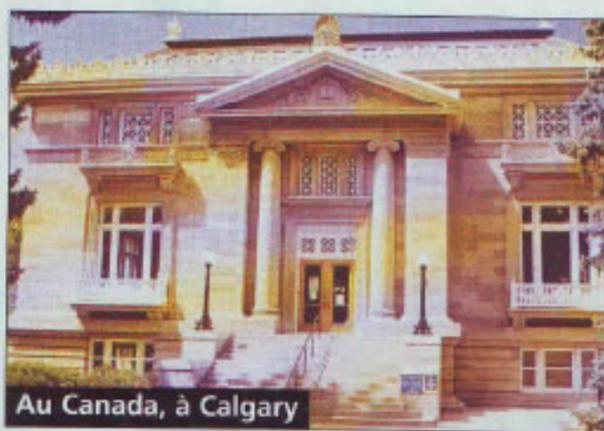
C'est pas ce machin où on donne des cours de langues ? » : voilà sans doute ce qu'imaginent 95% des Français quand on leur demande ce qu'est l'Alliance française. A Paris, les dragueurs sont plus précis : « C'est ce truc boulevard Raspail où il y a plein de petites Suédoises ! » Preuve que cet organisme est un trésor méconnu. Car l'Alliance française, fondée en 1883, c'est 1 071 associations implantées dans 138 pays, qui forment chaque année plus de 450 000 étudiants et accueillent 6 millions de participants à des événements liés à la francophonie. Un incroyable outil de promotion culturelle qui ne coûte presque pas un sou à notre pays : 40 millions d'euros par an, cinq fois moins que le budget d'une fac moyenne.

De l'Estonie au Kirghistan, de Nashville à Managua, du Mexique à l'Indonésie, d'Osaka à Ushuaïa, 85% des Alliances françaises sont des associations autonomes sans but lucratif, qui se gèrent comme des entreprises, à l'initiative de bénévoles du cru et à leurs risques. « Ils font cela par pur attachement affectif. On ne crée pas une Alliance française pour faire des affaires, c'est un acte militant », explique Christine Laumond, chargée de mission internationale à l'AF. L'ensemble constitue le plus grand réseau culturel de ce type au monde et le seul à fonctionner ainsi. Les Britanniques ont le British Council, les Allemands le Goethe Institut, les Espagnols l'Instituto Cervantes. Mais, dans les pays où ils opèrent, ces organismes sont gérés par des Britanniques, des Allemands ou des Espagnols. Du coup, leurs réseaux sont dix fois moins étendus que celui de l'Alliance.

Chaque antenne de l'AF, qui doit bénéficier du label attribué par Paris, est gérée par un conseil d'administration de béné-



En Albanie, à Tirana



Au Canada, à Calgary



En Argentine, à Buenos Aires

voles et un directeur exécutif. Seules les plus grandes antennes, environ 20% des implantations, bénéficient d'une aide du Quai-d'Orsay sous forme de personnel expatrié. Un système dont le très lettré Jean-Claude Jacq, secrétaire général de l'AF, qui passe la moitié de son temps en avion, parle avec une passion enthousiaste : « Notre façon de fonctionner sidère les étrangers. Je viens de recevoir le ministre chinois de l'Education, un diplômé de Harvard, visiblement intéressé par les questions de sous. On a eu un dialogue savoureux : "Mais combien gagnez-vous donc avec vos AF en Chine ?, me lance-t-il. - Rien : tout reste en Chine !, lui réponds-je. - Ah... very smart ! Mais comment payez-vous le personnel ? - Mais c'est vous qui payez : ce sont les Chinois en s'inscrivant aux cours - Ah, very smart, very smart..." Il était médusé. »

Le fait d'être pauvre procure un avantage non négligeable à l'AF : les politiques lui fichent la paix. Nul prédateur pour convoiter le magot de l'institution et le prestige qui s'y rattache. « La preuve, rigole Jacq, depuis 1944, je ne suis que le quatrième titulaire à mon poste alors qu'il y a eu 26 ministres des Affaires étrangères. » Un bel atout pour la continuité des actions. Sauf que cette misère a pris un tour insupportable avec le temps. En 1987, le Quai-d'Orsay rémunérait 493 directeurs expatriés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 235. « Quelle structure aurait résisté à la suppression de plus de la moitié de son encadrement en vingt ans ? », interroge Jean-Claude Jacq.

D'où la réforme intervenue en janvier dernier : dotée d'un conseil d'administration prestigieux - où siègent notamment Hélène Carrère d'Encausse, Abdou Diouf, Bernard Pivot et Erik Orsenna - l'Alliance française s'est muée en une fondation d'utilité publique faisant appel aux

Photos : D.R.